

# Haïti

## Analyse Flash et prédiction

1 décembre 2021



### La libération des deux missionnaires enlevés ne fait que souligner la menace d'enlèvement et la détérioration de l'environnement sécuritaire

- Deux des 12 missionnaires américains et canadiens enlevés à la périphérie de Port-au-Prince le 16 octobre ont été libérés.
- Il est **PROBABLE** qu'une rançon initiale ait été versée, malgré la politique officielle américaine de non-paiement de rançons, mais il est aussi **POSSIBLE** que ces deux personnes aient eu des problèmes de santé qui ont compromis leur utilité en tant qu'otages vivants.
- Il est **PROBABLE** que le paiement ait été bien inférieur au million de dollars US initialement réclamé.
- La situation sécuritaire au sens large continue de se détériorer, la levée temporaire du blocus du principal terminal pétrolier par le gang du G9 ne faisant que souligner son pouvoir croissant et l'impuissance du gouvernement.



#### Analyse

Deux des 12 missionnaires (et cinq enfants à charge, seize Américains et un Canadien) enlevés le 16 octobre dans la banlieue de la capitale Port-au-Prince ont été libérés. Le groupe pour lequel ils travaillaient, Christian Aid Ministries, basé dans l'Ohio, a publié une déclaration le 21 novembre indiquant qu'il ne pouvait pas donner les noms des personnes libérées, les raisons de leur libération ou toute autre information. Cela suggère qu'une sorte de rançon initiale a vraisemblablement été payée, les deux premières libérations faisant partie du processus permettant au gang de fournir une « preuve de vie ».

Ni la Police nationale d'Haïti (PNH), ni l'ambassade américaine, ni encore le FBI n'ont partagé d'informations, mais cela n'est pas inhabituel dans de telles circonstances, et même si l'affaire est résolue de manière sûre, les détails complets des négociations ne seront pas rendus publics par Washington avant de nombreuses années, voire jamais, étant donné la politique américaine de longue date de non-paiement de rançons. Il est probable que les deux personnes libérées aient eu des problèmes de santé sous-jacents que le gang qui les détenait, 400 Mawozo, n'a pas pu gérer de manière adéquate, ce qui l'a conduit à craindre que les otages ne meurent ou n'aient des complications irréversibles. Bien que cela puisse être présenté comme un geste humanitaire, il est plus probable que les dirigeants de 400 Mawozo aient simplement craint que des décès ne nuisent à leur capacité à obtenir une rançon et puissent même déclencher une intervention militaire américaine contre eux. Il est donc vraisemblable que la somme versée ait été bien inférieure au million de dollars par otage initialement demandé, d'autant plus qu'elle aura très certainement été payée avec l'argent collecté par Christian Aid Ministries et les familles des otages.

L'environnement sécuritaire au sens large continue également de se détériorer. Cette situation a été aggravée par de graves pénuries de carburant causées par une autre bande criminelle, le G9, qui a bloqué le principal terminal de distribution de carburant du pays, à tel point que, le 19 novembre, le Canada a annoncé qu'il retirait de son ambassade tout le personnel non essentiel. Le 11 novembre, le gouvernement américain a exhorté ses ressortissants à quitter Haïti en raison de l'insécurité grandissante. Le chef du G9, Jimmy Chérizier, a annoncé une « trêve » d'une semaine, levant son blocus sur le carburant le 19 novembre, ce qui ne fait que souligner son pouvoir croissant en Haïti, et l'impuissance du gouvernement face à des gangs comme le G9 et 400 Mawozo. Veuillez consulter notre rapport « Les gangs et l'État haïtien » pour une analyse approfondie des gangs et de leurs zones d'opération.

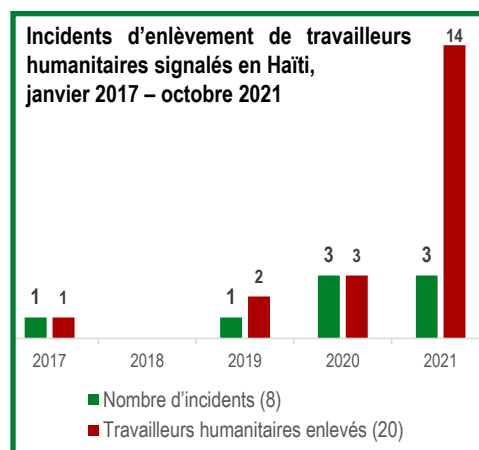


Veuillez consulter notre rapport « Les gangs et l'État haïtien » pour une analyse approfondie des gangs et de leurs zones d'opérations. Disponible en **anglais** et en **français**.

REJOINDRE LA LISTE DE DIFFUSION

## Travailleurs humanitaires enlevés en Haïti de janvier 2017 à octobre 2021

- La surveillance exercée par Insecurity Insight a permis d'identifier huit incidents d'enlèvement touchant directement les organisations humanitaires et impliquant 20 travailleurs humanitaires entre janvier 2017 et octobre 2021.
- La plupart des enlèvements concernent un seul travailleur humanitaire, l'exception étant l'enlèvement, en octobre 2021, des 12 missionnaires américains et canadiens.
- Dans tous les incidents, les auteurs sont décrits comme des « hommes armés » ou des « criminels ».



### Localisation des enlèvements de travailleurs humanitaires

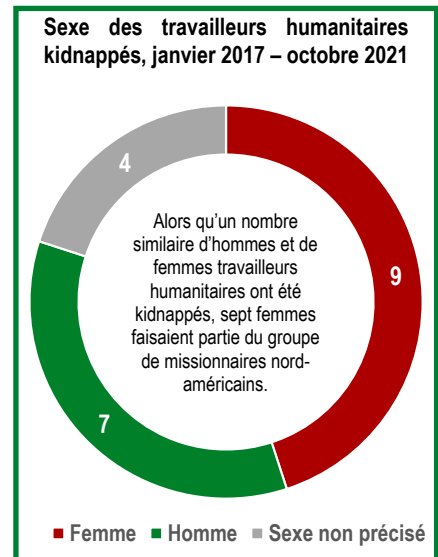
- La plupart des enlèvements ont eu lieu à Port-au-Prince, et d'autres à Croix-des-Bouquets.
- Les enlèvements signalés ont été perpétrés lors d'embuscades sur les routes, alors que les travailleurs humanitaires se déplaçaient entre le domicile et le lieu de travail. Ces incidents ont toujours touché un seul individu. Citons notamment les incidents suivants :
  - En août 2021, une travailleuse humanitaire haïtienne a été enlevée par des individus armés alors qu'elle se rendait à son travail à Croix-des-Bouquets.
  - En mars 2021, un travailleur humanitaire haïtien employé par une ONGI a été enlevé alors qu'il se rendait dans la région de Port-au-Prince.
- D'autres enlèvements se sont déroulés alors que des bailleurs de fonds ou d'autres soutiens se rendaient sur des sites de projets d'aide. Les enlèvements dans le cadre de visites de projets ont ciblé ou touché plus d'un travailleur humanitaire.
  - Les missionnaires nord-américains se seraient trouvés sur la route 8, de retour de la région de Ganthier après avoir visité un orphelinat, lorsqu'ils ont été arrêtés par des hommes lourdement armés qui avaient dressé des barrages routiers à La Tremblay 17, près du carrefour de Boen.
  - En mars 2019, un chauffeur et un membre du personnel d'une ONG haïtienne ont été portés disparus après que des hommes armés d'AK-47 avaient attaqué un projet WASH à Boutin, à l'est de Croix-des-Bouquets, lors d'une visite du site par l'ambassadeur du Chili en Haïti. Deux autres membres du personnel ont été blessés par balle lors de l'attaque.

### Durée de détention des otages

- La grande majorité des victimes ont été libérées saines et sauvées après une courte période de deux à trois jours. Toutefois, deux des missionnaires ont été libérés après environ un mois, les autres étant toujours retenus en otage au moment de la publication.
- Selon notre surveillance, il n'y a pas eu de rapports confirmés de travailleurs humanitaires en Haïti tués alors qu'ils étaient retenus en captivité.
- Dans la plupart des cas, il n'y a pas d'information confirmée indiquant si une rançon a été payée.
  - En février 2020, un chauffeur haïtien enlevé par des hommes armés à moto a payé sa propre rançon avec l'argent qu'il avait sur lui.
  - En juin 2020, un membre du personnel haïtien a échappé à ses ravisseurs après être tombé dans une embuscade sur une route près de Port-au-Prince.

## Profils des travailleurs humanitaires enlevés

- Dans la plupart des cas, les victimes d'enlèvement travaillaient pour des ONG. Depuis 2017, nous n'avons qu'un seul signalement d'enlèvement d'un travailleur de l'ONU.
- Un nombre similaire de travailleurs humanitaires féminins et masculins ont été kidnappés. Cependant, sept des neuf femmes faisaient partie du groupe de missionnaires nord-américains.
  - En février 2020, une collaboratrice française de l'ONU a été enlevée à Port-au-Prince et retenue pendant deux jours.
  - En août 2021, une travailleuse humanitaire haïtienne a été enlevée par des auteurs armés à Croix-des-Bouquets. À la suite de cette attaque, l'ONG a fermé toutes ses institutions en Haïti, à l'exception du service des urgences d'un hôpital, jusqu'à la libération de la victime le 28 août 2021.



- Si 13 des 20 travailleurs humanitaires enlevés étaient des internationaux, 12 d'entre eux faisaient partie du groupe de missionnaires enlevés et un était un travailleur français de l'ONU.
- Parmi les ONG, tout le personnel enlevé était de nationalité haïtienne.
- Les ravisseurs ciblent les étrangers lorsqu'une opportunité particulière se présente, vraisemblablement en raison de la perception d'une valeur de rançon plus élevée. Cependant, au quotidien, le personnel haïtien court un risque bien plus élevé d'être arrêté par des ravisseurs potentiels.



Un travailleur humanitaire est défini comme une personne employée par ou attachée à une organisation des Nations Unies, une organisation non gouvernementale (ONG) internationale ou nationale ou une agence d'aide gouvernementale qui fournit aux personnes vulnérables des services alimentaires, sanitaires, d'éducation ou de protection.



## Prédiction

- Cette affaire rappelle l'extrême risque d'enlèvement qui règne en Haïti à l'heure actuelle, notamment dans les quartiers de Port-au-Prince et de Croix-des-Bouquets contrôlés par des gangs. Il convient également de noter que la grande majorité des enlèvements touche des citoyens haïtiens. Parmi les personnes enlevées se trouvent des locaux ; la menace est donc au moins aussi élevée pour le personnel haïtien employé localement que pour les ressortissants étrangers (bien qu'ils soient une cible plus attrayante car des rançons plus importantes peuvent généralement être obtenues).
- Les ONGI seront une cible particulière étant donné leur accès à des fonds provenant de l'étranger et leur capacité perçue à influencer la pression diplomatique sur les principaux acteurs politiques et sécuritaires en Haïti.
- Le Président Biden a exclu toute intervention militaire américaine après l'assassinat du Président Jovenel Moïse le 7 juillet et il est peu probable que cette position change, à moins que la situation ne se détériore au point que les installations diplomatiques américaines doivent être évacuées sous les tirs.



## Mesures d'atténuation

- Maintenir les relations avec les gangs dans la mesure du possible et rechercher une médiation avec les gangs si nécessaire.
- Envisager d'ouvrir des bureaux en dehors de Port-au-Prince.
- Permettre au personnel de travailler à domicile afin de réduire les déplacements en ville.
- Varier les itinéraires dans la mesure du possible, en particulier lorsque vous quittez Port-au-Prince pour des zones situées en dehors de la capitale, afin de ne pas établir un schéma prévisible qui permettrait aux acteurs hostiles de planifier et de préparer des embuscades/attaques.
- Essayer de maintenir un profil visuel bas. Des véhicules évidents d'ONGI/d'aide ont été pris pour cible. N'organisez pas de visites de donateurs ou de médias de haut niveau sur les projets pour le moment.
- Veiller à ce que l'ensemble du personnel déployé soit couvert par une assurance contre les enlèvements, les rançons et par les forfaits de soutien appropriés. Mettre à jour les questions relatives à la preuve de vie.
- Emporter des équipements de communication efficaces (et d'autres moyens de communication de secours) ainsi que des traceurs discrets et des alarmes de panique.
- S'assurer que des trousse de premiers soins traumatiques adéquates soient transportées et que le personnel soit formé à leur utilisation.

Ce document fait partie de Vigil Insight. Il est publié par Insecurity Insight et rendu possible grâce au généreux soutien du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et du Fonds H2H, qui bénéficie de l'aide du gouvernement britannique. Le contenu est la responsabilité d'Insecurity Insight et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID, du réseau H2H ou des gouvernements américain ou britannique. Aidez-nous à soutenir notre travail en partageant cette ressource avec vos réseaux.

Veuillez copier et coller ce lien : Insecurity Insight. 2021. « Haiti : Haiti : Analyse Flash et prédiction : au 1 décembre 2021 ». Suisse : Vigilance Insécurité. [bit.ly/HaitiFrenchFlash01Dec2021](https://bit.ly/HaitiFrenchFlash01Dec2021)

